

## **Assistance Publique – Hôpitaux de Paris**

### **Hôpitaux Universitaires Henri Mondor**

1, rue Gustave Eiffel 94010 CRETEIL Cedex

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES  
(C. C. P.)

## **Marché de Prestations Intellectuelles**

**Missions de Coordination Sécurité et de Protection de la Santé - CSPS – pour l’extension neuve et restructuration de la future plateforme de biologie pathologie hospitalo-universitaire de territoire. Groupe hospitalier universitaire AP-HP. Hôpitaux universitaires Henri-Mondor à Créteil**

## Table des matières

|  |           |
|--|-----------|
| <b>ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES.</b>                 | <b>3</b>  |
| 1.1 - Objet du Marché.   | 3         |
| 1.2 – Présentation de l'opération  | 3         |
| 1.3 - Forme du marché.   | 5         |
| 1.4 - Durée du marché.   | 5         |
| 1.5 – Insertion de prestations nouvelles                                     | 5         |
| <b>ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.</b>                           | <b>6</b>  |
| 2.1 – Certificats  | 7         |
| <b>ARTICLE 3 – CONTENU DES MISSIONS ET MODALITES D'EXECUTION</b>             | <b>7</b>  |
| 3.1 – Contenu des missions   | 7         |
| 3.2 – Titulaire du marché  | 16        |
| 3.2 – Modalités d'exécution  | 17        |
| 3.3 – Présence du coordonnateur  | 17        |
| 3.4 – Responsabilité et secret professionnel                                 | 18        |
| 3.5 – Sous-traitance   | 19        |
| 3.6 – Délais d'exécution.  | 19        |
| 3.7 - Arrêt et suspension d'exécution  | 19        |
| <b>ARTICLE 4 – ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS</b>                      | <b>20</b> |
| 4.1 - Modalités du règlement des acomptes.                                   | 21        |
| 4.2 – Projet de décompte final   | 21        |
| 4.3 - Paiement.  | 22        |
| 4.4 - Avances  | 22        |
| <b>ARTICLE 5 – ENVOI, RECEPTION ET CONTROLE DES DOCUMENTS.</b>               | <b>22</b> |
| 5.1 - Nombres d'exemplaires.   | 22        |
| 5.2 – Délais d'approbation du Groupe Hospitalier Universitaire Henri Mondor. | 23        |
| <b>ARTICLE 6 – PENALITES, RESILISATION ET LITIGE</b>                         | <b>23</b> |
| 6.1 - Pénalités  | 23        |
| 6.2 - Résiliation  | 23        |
| 6.3 - Litiges  | 24        |
| <b>ARTICLE 7 – ASSURANCES, NANTISSEMENT ET RETENUE DE GARANTIE</b>           | <b>24</b> |

## **ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.**

### **1.1 - Objet du Marché.**

Le marché régi par le présent cahier a pour objet les prestations intellectuelles afférentes à l'exercice de la Missions de Coordination Sécurité et de Protection de la Santé - CSPA – pour l'extension neuve et restructuration de la future plateforme de biologie pathologie hospitalo-universitaire de territoire. Groupe hospitalier universitaire AP-HP. Hôpitaux universitaires Henri-Mondor à CRETEIL

- L'hôpital Henri MONDOR, situé au 1 rue Gustave Eiffel, 94 010 Créteil Cedex.
- L'hôpital Albert CHENEVIER, situé au 40 rue de Mesly, 94000 Créteil.
- L'hôpital Emile ROUX, situé au 1 avenue de Verdun, 94450 Limeil-Brevannes.
- L'hôpital DUPUYTREN est situé au 1 rue Eugène Delacroix, 91211 Draveil.
- L'hôpital Georges CLEMENCEAU, situé au 1 rue Georges Clemenceau, 91750 Champcueil.

La mission concerne l'examen et l'accompagnement des études et des travaux des 10 à 15 titulaires du marché public des phases conception, réalisation et aménagement dès la phase APS jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement et jusqu'à la levée de la dernière réserve.

Des missions connexes pourront être confiées au prestataire par le biais de bons de commande passés selon des prix unitaires définis dans le marché. Ces missions concerneront des prestations non définies par le présent Cahier des Clauses Particulières mais inscrites dans le cadre du projet.

### **1.2 – Présentation de l'opération**

#### **1.1 Contexte et enjeux :**

Le GHU AP-HP. Mondor, regroupe 5 établissements : Henri Mondor, Albert Chenevier et Émile Roux dans le département du Val-de-Marne, Dupuytren et Georges Clémenceau dans le département de l'Essonne. Il dispose d'une capacité de 2 853 lits, répartie sur les différents sites.

Le GHU Mondor, groupement hospitalier universitaire de référence, couvre un vaste territoire géographique allant du Val-de-Marne Nord et Est, à la Seine-et-Marne Est et Sud, et même jusqu'en Bourgogne-Franche Comte (Sens). Ce territoire est caractérisé par une forte poussée démographique et par une profonde transformation, qui sont autant d'opportunités pour le développement du groupement.

L'hôpital Henri Mondor, situé à Créteil dans le Val-de-Marne, ouvre en 1969 et devient rapidement un pôle d'excellence médicale. Néanmoins, l'organisation fonctionnelle pensée dans les années 60 n'est plus en phase avec les prises en charges médicales actuelles et les innovations technologiques.

Le groupe hospitalier universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri-Mondor (GHU Mondor) est engagé dans une réflexion stratégique structurante qui vise à construire un projet médical en cohérence avec les ambitions hospitalières, universitaires et territoriales de l'établissement, de manière alignée avec l'UPEC et sa faculté de santé. Le projet de plateforme de Biologie Pathologie hospitalo-universitaire de territoire objet du présent concours de maîtrise d'œuvre s'inscrit pleinement dans ce projet médical universitaire de territoire. Avec la réalisation de ce projet, le socle HU du GHU sera entièrement restructuré, innovant et accrédité, articulé avec une organisation territoriale repensée pour assurer notre rôle d'expertise et de recours sur le territoire.

Ce projet de plateforme universitaire de Biologie et Pathologie, au service du projet médical de territoire et des disciplines Hospitalo-Universitaires, permettra de disposer d'une offre territoriale de Biologie et

de Pathologie à haute valeur ajoutée, assurant à la fois les activités de proximité et les activités d'expertise. Celles-ci seront accessibles aux partenaires du territoire.

Le projet médical organisationnel, fonctionnel et managérial pour renforcer notre attractivité et notre expertise des métiers de la Biologie et de la Pathologie est porté par le DMU de Biologie et Pathologie, et sera piloté par la Direction des Investissements.

## **1.2 Projet médical**

Le projet médical en date du 10 juin 2021 a reçu un arbitrage favorable de la Direction Générale le 27 septembre 2021.

Des échanges ont suivies dans le cadre de la mise au point du programme pour aboutir à un accord sur l'estimation financière de l'opération de travaux le 21 décembre 2023 et sur les surfaces à construire en janvier 2024.

## **1.3 Description du projet immobilier et architectural**

Le projet de plateforme sera structuré autour des espaces suivants :

- Espaces techniques qui accueilleront les Plateformes technologiques mutualisées de haut niveau d'une part, les plateformes de haut débit automatisées d'autre part, enfin les laboratoires spécialisés.
- Locaux tertiaires (« village tertiaire »), à organiser et à penser de manière moderne, fluide, fonctionnelle, attractive et répondant aux attentes de la qualité de vie au travail.
- Chacun de ces espaces devra être organisé pour favoriser la communication, la liaison fonctionnelle et la synergie de l'un par rapport à l'autre.

### **Enjeux et objectifs :**

- - Regrouper pour gagner en synergie, les spécialités du DMU de Biologie et Pathologie au sein des bâtiments R et A étendus horizontalement en construction neuve sur 4 niveaux (ES2 ES1 RDC Haut R+1), et restructurés en Entresol 1 bâtiment R et RDC Haut Bâtiment A.
- - Assurer la connexion de la plateforme de Biologie-Pathologie ; d'une part avec les espaces de recherche de l'INSERM en RDC Haut et R+1 du bâtiment R à positionner de préférence au niveau du laboratoire AA023 (contigu escalier existant côté nord) ; d'autre part entre les espaces restructurés du futur laboratoire de Pathologie et les étages tertiaires.

### **Implantation du projet :**

L'implantation du projet est définie dans le prolongement horizontal du socle de l'IGH. Le projet est délimité par les bâtiments R et A pour la partie restructurée, et en extension sur terrain libre devant le bâtiment A pour la partie en construction neuve, en connexion avec le bâtiment R.

### **Organisation cible :**

L'organisation globale cible du projet est la suivante :

- Un niveau à l'entresol 2 comprenant locaux techniques, vestiaires et locaux logistiques et quai de livraison (bâtiment neuf),
- Un niveau à l'entresol 1 destiné à accueillir les différentes plateformes PHD24, plateformes technologiques de haut niveau, des laboratoires spécialisés, pré et post analytique (existant restructuré connecté au bâtiment neuf)

- Un niveau au RDC haut destiné à accueillir le centre de prélèvement interne, la pathologie, des laboratoires spécialisés (restructuration), l'imagerie digitale et bioinformatique, les locaux tertiaires (bâtiment neuf)
- Un niveau au R+1 destiné à accueillir les locaux tertiaires et locaux techniques (bâtiment neuf)

### **Maintien de l'activité pendant les travaux**

Le chantier d'aménagement de ce projet se fera en site occupé sur le site. L'hôpital devra donc à tout instant au cours du chantier répondre à ses exigences fonctionnelles et aux contraintes réglementaires, en particulier de sécurité incendie (accessibilité pompiers, évacuations...), tout en préservant la sécurité du personnel et des visiteurs du site.

Les travaux devront pouvoir être organisés afin d'assurer une continuité de fonctionnement du site (permanence 24h/24h et tous les jours de l'année) dans l'ensemble des zones non concernées par les travaux en cours.

### **Mode de dévolution des travaux**

Le marché de travaux est un marché public en environ 5 macrolots. La consultation se fait dans le cadre d'un appel d'offre ouvert.

Les études et les travaux seront réalisés en loi MOP.

Le montant prévisionnel des travaux est estimé 30 697 000 € HT en valeur septembre 2024.

#### **1.3 - Forme du marché.**

Le présent marché est un marché à prix global et forfaitaire;

### **Prestations similaires**

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires exécutées par le titulaire initial au sens de l'Article R2122-7 du code des marchés publics.

#### **1.4 - Durée du marché.**

Le marché qui sera passé à l'issue de la consultation, sera conclu pour la période d'exécution allant de la date de notification jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement des travaux.

La mission du Coordonateur Sécurité et Protection de la Santé sera déclenchée par la notification du marché et s'achèvera à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement des travaux et jusqu'à la levée de la dernière réserve.

Le démarrage prévisionnel de la mission est prévu en mars 2025 et la date prévisionnelle de réception des travaux courant 2029 avec phasage.

#### **1.5 – Insertion de prestations nouvelles**

En application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent Cahier des Charges Particulier dans les cas suivants :

En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles missions au marché, La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du maître d'ouvrage ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir au maître d'ouvrage par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception.

## **ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.**

Par dérogation à l'article 4.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales Prestations Intellectuelles (C.C.A.G.P.I.), les pièces constitutives des marchés sont les suivantes et prévalent les unes contre les autres dans l'ordre progressif de leur énumération :

Pièces particulières :

- 1 - l'Acte d'Engagement (AE);
- 2 - le présent C.C.P. ses annexes Programme Technique Détaillé : tomes 1,2 et 3;
- 3 - Tout document déposé avec l'offre ;

Pièces générales :

- 1 - le CCAG-PI en vigueur à la date de la remise des offres. Pour l'application du chapitre V du CCAG PI, il est précisé que l'option applicable dans le cas du présent marché, est l'option A.
- 2 - Les missions s'inscrivent dans les principes généraux et particuliers de prévention, de la coordination de sécurité et de santé des travailleurs décrits dans :
  - Directive européenne n° 92/57/CEE du Conseil du 24 juin 1992 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles, JOCE n° L 245 du 26 août 1992.
  - Code civil, art. 1792-1.
  - Code du travail, art. R. 238-18.
  - Loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction (dite « loi Spinetta »), JO du 5 janvier 1978.
  - Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 (NOR : TEFX9300094L) modifiant les dispositions du Code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et portant transposition de la directive du Conseil des communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992, JO du 1er janvier 1994.
  - Décret n° 92-158 du 20 février 1992 (NOR : TEFT9104217D) modifié, complétant le Code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, JO du 22 février 1992, et son rectificatif, JO du 21 mars 1992.
  - Décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 (NOR : TEFT9401209D) relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le Code du travail, JO du 29 décembre 1994.
  - Décret n° 95-543 du 4 mai 1995 (NOR : TEFT9500453D) relatif au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail et modifiant le Code du travail, JO du 6 mai 1995.
  - Décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003 (NOR : SOCT0211666D) relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le Code du travail, JO du 26 janvier 2003.
  - Décret n° 2011-39 du 10 janvier 2011 (NOR : ETST1031121D) relatif aux compétences et à la formation des coordonnateurs de sécurité et de protection de la santé, JO du 12 janvier 2011.
  - Arrêté du 7 mars 1995 (NOR : TEFT9500298A) fixant le contenu de la déclaration préalable à laquelle sont soumises certaines opérations de bâtiment ou de génie civil et pris pour l'application de l'article L. 235-2 du Code du travail, JO du 18 mars 1995.
  - Arrêté du 7 mars 1995 (NOR : TEFT9500297A) modifié relatif à la formation des coordonnateurs et des formateurs de coordonnateurs en matière de sécurité et de santé ainsi qu'à l'agrément des organismes de formation (art. R. 238-15 du Code du travail), JO du 26 mars 1995.

- Arrêté du 23 décembre 2010 (NOR : ETST1033474A) portant agrément d'organismes habilités à former les coordonnateurs en matière de sécurité et de santé pour les opérations de bâtiment ou de génie civil, JO du 29 décembre 2010.
- Arrêté du 26 décembre 2012 (NOR : ETST1243253A) relatif à la formation des coordonnateurs en matière de sécurité et de protection de la santé et à celle des formateurs de coordonnateurs ainsi qu'aux garanties minimales que doivent présenter les organismes en charge de ces formations dans le cadre de la procédure d'accréditation-certification, JO du 30 décembre 2012
- Circulaire DRT n° 96-5 du 10 avril 1996 relative à la coordination sur les chantiers de bâtiment et de génie civil, non parue au JO.

## **2.1 – Certificats**

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor n'en fassent la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'hôpital recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires de l'accord-cadre devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution »

## **ARTICLE 3 – CONTENU DES MISSIONS ET MODALITES D'EXECUTION**

### **3.1 – Contenu des missions**

La mission confiée au coordonnateur par le maître d'ouvrage s'inscrit et respecte les principes généraux et particuliers de prévention, de la coordination de sécurité et de santé des travailleurs décrits dans les directives, lois, décrets, arrêtés rappelés à l'article 2.

Dispositions générales

Le coordonnateur est particulièrement chargé de coordonner et de mettre en œuvre les actions destinées à assurer le respect des règles d'Hygiène et Sécurité des conditions de travail sur les chantiers où se réalisent des ouvrages de bâtiment.

A ce titre, il prend les mesures pour éviter les risques liés à la co-activité des entreprises et avec l'environnement ainsi que la succession des interventions des entreprises vis-à-vis de ces règles.

L'étendue des responsabilités des différents intervenants n'est pas modifiée, par l'intervention du coordonnateur, néanmoins celui-ci contrôle que les dispositions nécessaires à l'Hygiène et à la Sécurité des conditions de travail sont prises et appliquées et, si elles ne le sont pas, les provoque par toutes actions nécessaires.

#### Obligations et objectifs généraux

Le coordonnateur veille à la mise en œuvre des principes généraux de prévention définis à l'article L 230-2 du code du travail :

- Éviter les risques
- Évaluer les risques qui ne peuvent être évités
- Combattre les risques à la source
- Tenir compte de l'évolution des techniques
- Remplacer ce qui est dangereux
- Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants
- Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.

Ces objectifs et mesures de prévention s'appliquent à l'intérieur du chantier mais aussi vis-à-vis du site en activité et du site urbain très sensible dans lesquels s'intègrent les travaux de construction.

Le CSPS doit mettre en place et gérer des procédures facilitant la prise en compte des contraintes de sécurité, avant le début du chantier, dans la coordination des interventions sur le chantier, et pour les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Ces dispositions ont pour objet :

- de contribuer à la réduction du nombre et du degré de gravité des accidents du travail sur le chantier,
- d'éviter des incidents de chantiers, des retards de travaux, des arrêts de chantiers et des injonctions etc...,
- d'éviter des incidents liés au chantier sur le domaine public ou le site hospitalier, dont les arrêts d'activité.
- de réduire le champ des possibilités de condamnations pénales, pour les dirigeants et les salariés.
- maîtriser les risques liés à la co-activité des entreprises,
- d'assurer pour le compte du maître d'ouvrage les relations avec les organismes officiels de prévention.

Les missions et tâches à exécuter en phase de conception de l'opération :

Pour mener à bien ses missions, le CSPS devra notamment :

- Participe à l'analyse du projet à chaque phase d'étude à partir de l'APS.
- Élaborer le plan général de coordination (PGC), dès la phase APS et mis à jour à chaque phase d'étude (APD, PRO)
- En lien avec le groupement de MOE, définir et s'assurer que les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales (notamment les installations base vie de chantier et électriques) respectent les contraintes de sécurité des travailleurs du chantier et du public. Le CSPS vérifie la prise en compte et la cohérence dans les pièces écrites de ces sujétions et leur répartition entre les différents corps d'état qui interviendront sur le chantier.
- Veiller à la préservation de la sécurité et de la santé du public (riverains, personnel, usagers, visiteurs...) eu égard aux risques résultant de la présence des chantiers.
- Définir la matérialisation des zones qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le public, notamment en dehors de limites strictes du chantier.
- Préciser en concertation avec le groupement de MOE et la maîtrise d'ouvrage, les voies de circulation que pourront emprunter le personnel, ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux.
- Définir les moyens à mettre en œuvre en matière d'installations sanitaires, de vestiaires et de restauration.
- Définir les dispositions à mettre en place pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.
- Participer aux réunions de conception, d'étude et d'élaboration du projet à la demande du groupement de MOE aux fins précisées aux articles L 235-1 et L235-3.
- Constituer le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)
- Ouvrir le registre-journal de la coordination (RJC-SPS)
- Participer aux réunions de rendu des principales phases du groupement de MOE (APS, APD et PRO) et aux réunions traitant de l'organisation de chantier. Le CSPS participe également à la rédaction du règlement de chantier et du plan prévisionnel d'installation de chantier en concertation étroite l'ensemble des membres du groupement de Marché Global Sectoriel. Ces documents doivent être en cohérence avec le PGC.
- Elaborer le projet règlement du CISST et l'annexer à chaque marché passé pour l'opération (art. R 238-53) ;
- Préparer pour le MOA et envoyer la déclaration préalable à l'Inspection du Travail, la CRAM et l'OPPBT au plus tard au jour du dépôt du PC.
- Assurer le passage des consignes et la transmission des documents visés ci-dessus au coordonnateur de la phase de réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent.
- Etablir en fin de chaque phase d'étude un rapport exprimant son avis sur l'ensemble des points précités. Un rapport « fin de mission phase conception, avant démarrage chantier » sera remis en amont de la période de préparation de chantier.



Les missions et tâches à exécuter pour la préparation de chantier et pendant le chantier et ce pour chaque phase de travaux :

Pour mener à bien ses missions, le CSPS devra notamment :

- Contrôler les plans d'installation de chantier et veiller à leur bonne mise en œuvre et à leur respect.
- Définir et veiller à l'application des dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.
- Définir les modalités d'utilisation en commun des installations de chantier, matériels et circulations verticales et horizontales, ainsi que l'échange interentreprises d'informations et de consignes de sécurité et de protection de la santé.
- Organiser pendant la période de préparation de chantier, avec l'entreprise y compris les entreprises sous-traitantes, la coordination de leurs activités simultanées ou successives.
- Utiliser des moyens nécessaires pour que les principes généraux de prévention définis aux articles L 235-1 et L 235-18 soient effectivement pris avant le démarrage des travaux.
- Diffuser aux différents intervenants toutes informations et tous documents nécessaires à la bonne réalisation des objectifs de la présente mission (notamment ceux signalés aux articles R 238-28 & R 238-56).
- A la demande du maître d'ouvrage, l'avis du coordonnateur peut être sollicité sur les demandes d'agrément des sous-traitants au préalable à leur agrément. En tout état de cause, le coordonnateur sera destinataire d'une copie de tous les actes spéciaux de sous-traitance et tiendra à jour un tableau de suivi des entreprises agréées sur le chantier avec suivi des PPSPS et des inspections communes.
- Obtenir et vérifier les PPSPS des entreprises, suivre la mise à jour de PPSPS, contrôler leur application et les harmoniser à l'avancement des travaux.
- Tenir à jour et adapter le PGC, et organiser, veiller à son application
- Procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, avant son intervention sur le chantier, à une inspection commune au cours de laquelle sont précisées les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.
- Impliquer chaque entreprise intervenant sur l'ouvrage à participer à la sécurité collective notamment en leur transmettant des informations et des consignes, en organisant leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles de consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.
- Veiller à l'application correcte des mesures de coordination définies ainsi que des procédures de travail.
- Participer aux réunions de chantiers et autres sur convocation, ou selon les besoins pressentis du coordonnateur, avec ordre du jour, en tant que de besoin et **au minimum à une réunion de chantier tous les 15 jours.**
- Assurer une présence et intervenir sur le chantier aussi souvent que nécessaire et plus particulièrement dans les phases critiques, pour mener à bien la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.
- Assurer des visites du chantier à l'improviste afin de vérifier la bonne application des règles de sécurité. **Chaque visite fera obligatoirement l'objet d'un rapport dans le registre journal et sera diffusé par mail au groupement du marché global sectoriel (Conception, Réalisation, Aménagement, Exploitation), la MOA et les entreprises concernées dans les 48h.**
- Utiliser les moyens nécessaires pour que les principes généraux de prévention définis aux articles L 235-1 et L 235-18 soient effectivement mis en œuvre.
- Participer aux réunions spécifiques suite à des situations de mise en danger ou à des défauts de prévention, et aux réunions permettant de mettre au point les protections collectives, surtout lorsque plusieurs entreprises sont concernées
- Consigner sur le registre-journal de la coordination, au fur et à mesure du déroulement de l'opération, des événements ou éléments définis à l'article R 238-19 du code du travail, (le registre-journal sera conservé par le coordonnateur de la phase réalisation pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage). Le CSPS organisera la dématérialisation et la mise à disposition du registre journal et veillera à la diffusion de toutes les consignations du registre par mail au groupement de Marché Global Sectoriel, la MOA et les entreprises à l'avancement par mail.
- Organiser les réunions, et présider le collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail.
- Prendre en compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier le cas échéant (article R 238-18-4°) et notamment la circulation des malades, du personnel de l'établissement et des visiteurs ;

- Analyser les mesures proposées par les entreprises en matière de risques liés à l'intégration du chantier dans un site hospitalier en activité notamment en terme de sécurité incendie, de prévention des risques aspergillaires et de nuisances de chantier (bruit, poussière..).
- Examiner avec les entreprises les moyens ou dispositifs permettant de faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage. Rassembler et organiser dans le dossier DUIO toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels pour des interventions ultérieures, d'entretien ou de maintenance, voire pour d'éventuelles modifications de l'ouvrage (R 238-37 & R 235-5).
- Participer aux opérations préalables à la réception des ouvrages susceptibles de nécessiter des interventions ultérieures de maintenance ou d'entretien etc.
- Se tenir informé des réserves éventuelles formulées au cours des visites de réception.
- Programmer et organiser si nécessaire, la coordination sur la sécurité des travaux, concernant les ouvrages ayant fait l'objet de réserves et liés à sa mission, pendant la période de parachèvement.
- Produire un dossier de fin de "mission en phase réalisation", complétant celui de fin de "mission avant début du chantier", et rassemblant tous les documents élaborés et mis à jour au cours des phases de coordination. Deux exemplaires seront remis au Maître d'ouvrage.

L'ensemble des missions s'appliquent donc bien sur tous les ouvrages prévus dans le programme des travaux en annexe au présent CCP et sur toutes les phases de travaux en cours de réalisation et en fin d'exécution.

#### Les moyens alloués :

- 1) Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé interviendra autant que de besoin, au cours des différentes réunions concernant la préparation et la réalisation du projet.
- 2) A cet effet, il sera convoqué systématiquement, en mentionnant l'ordre du jour, par l'organisateur de ces réunions.
- 3) Il pourra se faire communiquer tout document nécessaire au bon déroulement de sa mission par les différents intervenants concernés (entreprises, bureaux de contrôle technique, maîtres d'œuvre).
- 4) Il formulera ses observations et recueillera les avis et propositions des autres intervenants sur toute disposition, susceptible de modifier la conception architecturale, les techniques de construction, ou l'équilibre financier de l'opération.
- 5) Il rendra compte du résultat de ses investigations au maître d'ouvrage qui les acceptera ou adoptera des mesures d'une efficacité au moins équivalente (R 238-17). Le Maître d'ouvrage pourrait être amené à demander au coordonnateur de proposer d'autres solutions.
- 6) Il fera part aux entreprises des mesures retenues et veillera à ce que celles-ci les appliquent.
- 7) En cas de difficultés dans l'application des mesures retenues, il en fera part au Maître d'ouvrage qui prendra les dispositions adéquates.
- 8) Il est autorisé en vertu des articles L 231-8 et L 231-9 du Code du Travail à prendre les dispositions d'urgence qui s'imposeront, voire à faire arrêter et évacuer le chantier si nécessaire. Toute décision d'urgence afin d'éviter un risque de danger imminent, qu'il aura été amené à prendre, fera l'objet d'un rapport justificatif circonstancié qu'il adressera au Maître d'ouvrage le jour suivant sa décision.
- 9) En dehors des cas d'urgence ci-dessus, le coordonnateur aura tout pouvoir du Maître d'ouvrage pour faire appliquer les clauses prévues aux marchés, concernant le "Plan Général de Coordination" et les "Plans Particuliers de Sécurité et Santé" objets de sa mission directement ou indirectement.
- 10) Il aura à sa charge les frais de fonctionnement et notamment de secrétariat nécessaires au bon accomplissement de sa mission.
- 11) Il aura souscrit toutes polices d'assurances nécessaires à une bonne couverture de sa mission de coordination en matière de sécurité.
- 12) En cas de congés ou d'absence, il sera remplacé par un suppléant nommément désigné dans le contrat et disposant de compétences au moins équivalentes, des mêmes moyens et autorité, de la même couverture d'assurances et auquel il aura transmis un procès-verbal consignait toutes les informations et documents nécessaires à une bonne exécution de sa mission. Une copie de ce procès-verbal sera transmise au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

#### 3.1.1 Rapport à chaque phase

A l'issue de chaque phase de la conception (APS, APD, PRO/DCE), le coordonnateur SPS établira la synthèse de ses remarques sous forme d'un rapport.

Il s'appuiera, pour ce faire, dans la mesure du possible, sur des points réglementaires précis.

Le rapport concernant la phase d'études de projet (PRO/DCE), correspondant à la fin des études, devra comporter une synthèse de l'évolution des mesures de coordination en matière de sécurité et de santé.

### 3.1.2 Elaboration du PGC

Cet élément de mission ne concerne que les opérations de catégorie 1, 2 et 3 comportant des risques particuliers énumérés dans la liste fixée par l'arrêté du 25 février 2003, au sens du Code du travail (article R. 238-8).

Pour les autres opérations de catégories 3, le coordonnateur rédigera néanmoins une notice en matière de sécurité et de protection de la santé reprenant les thèmes décrits ci-après.

Le coordonnateur SPS élaborera le plan général de coordination (PGC) en matière de sécurité et de protection de la santé, prévu à l'article L. 235-6 du Code du travail.

Le prestataire commencera à rédiger le PGC dès le début des études APS, puis le fera évoluer jusqu'à la phase de projet ; le PGC sera alors remis au maître d'ouvrage qui le joindra au dossier de consultation des entreprises.

Le P.G.C.S.P.S. comprendra :

Les renseignements généraux d'ordre administratifs intéressant le chantier

Au titre de ces renseignements, le coordonnateur portera ou complètera, dans le PGCSPPS, les informations requises dans la déclaration préalable lorsqu'il n'a pas été possible de les renseigner complètement à la date d'envoi de celle-ci.

- o Dénomination et description sommaire de l'ensemble de l'ouvrage, calendrier général des travaux, prévision du nombre d'entreprises, prévisions d'effectifs globaux ;
- o Renseignements concernant le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre, ou le Responsable de l'Ordonnancement et du Pilotage des Travaux, le Coordonnateur, l'utilisateur de l'ouvrage une fois terminé ;
- o Autorisations administratives (permis de construire, de démolir, de voirie, déclaration de travaux, autorisation d'aménagement, ..) ;
- o Adresses des services et organismes de prévention suivants :
  - ☐ Inspection Départementale du Travail ;
  - ☐ Caisse régionale d'Assurance-maladie (CRAM) ;
  - ☐ Comité Régional de l'O.P.P.B.T.P.
- o Adresses et correspondants des services extérieurs concernés par les travaux et déjà contactés par le Maître d'Oeuvre (EDF, GDF, P&T, Equipement, Services Municipaux, ...) ;
- o Eventuelles restrictions apportées par le Maître d'Ouvrage à l'accès du chantier ;
- o Mode de passation des marchés, liste des lots s'il y a lieu.

Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées avec le maître d'œuvre

- o Compatibilité du calendrier général d'exécution proposé avec les moyens d'exécution possibles ;
- o Mode prévisionnel d'assemblage de l'ossature de la construction et le degré de préfabrication des éléments ;
- o Emplacements proposés aux diverses entreprises (à titre commun ou privatif) pour leurs installations de chantier (installations destinées au personnel notamment) ; nécessités de modifier ces emplacements si le déroulement du chantier l'exige ;
- o Installations de chantier ou d'hygiène mises éventuellement à la disposition des entreprises par le Maître d'Ouvrage (installations collectives pour le personnel de l'ensemble des entreprises notamment) et modalités de leur utilisation ;
- o Liste des locaux pouvant être affectés à l'usage du chantier dès leur mise hors d'eau ;
- o Installations et équipements définitifs utilisables pour le chantier (date de mise à disposition à préciser), prises de terre, transformateurs de livraison, sources électriques de remplacement, escaliers, échelles à crinoline, ascenseurs, cheminements piétons, voiries, ...
- o Modalités de clôture et de gardiennage du chantier, d'accès du public au chantier lors de visites, ...

Les mesures de coordination en matière de sécurité et de santé

- o Sujétions éventuelles imposées aux entrepreneurs pour l'emploi de certains moyens d'exécution intégrant la sécurité ;
- o Conditions d'accès et de circulation horizontale et verticale ;
- o Conditions de manutention des matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage et la limitation du recours aux manutentions manuelles ;
- o Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage ;
- o Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres ;
- o Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés ;
- o Utilisation des protections collectives et de l'installation électrique ;
- o Mesures retenues en matière d'interactions sur le site ;

o Mesures générales pour les locaux destinés au personnel.

Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

Les sujétions découlant de l'environnement du chantier

o Géologie du site ;

o Hydrologie : nappes, crues, ... ;

o Climatologie : direction et force des vents dominants, températures, risques d'orages, ... ;

o Dénomination et implantation des ouvrages maintenus en exploitation sur le site et à ses abords (lignes électriques, canalisations souterraines, unités de production déjà en service) ;

o Restrictions apportées :

☐ A l'emploi des explosifs, des feux, des matériels bruyants, des radiations, ... ;

☐ A l'utilisation de certaines zones à des fins de stockage de matériaux ;

o Signalisation du chantier de jour et de nuit ;

o Rejets d'effluents ;

o Limitation d'accès au site : gabarits maximaux, charges limites sur les voies d'accès, ... ;

o Servitudes de voisinage, interdictions diverses relatives à la législation concernant les établissements classés ;

o Interdiction de survol des grues dans certaines zones du chantier.

Les sujétions découlant de la prévention contre le risque aspergillaire

o Etablissement des circuits de flux internes et externes au chantier ;

o Conditions d'exécution des travaux ;

o Diffusion de l'information à l'intérieur du chantier.

### 3.1.3 CISSCT

Cet élément de mission ne concerne que les bâtiments de catégorie 1 au sens du Code du travail (article R. 238-8).

Le coordonnateur élaborera le projet de règlement du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT), conformément aux dispositions du décret n° 95-543 du 4 mai 1995.

Le prestataire remettra ce projet de règlement avec le PGC, de façon à permettre son inclusion au dossier de consultation des entreprises.

### 3.1.4 Le DIUO

Le coordonnateur SPS constituera le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) qui rassemblera, dans le cadre défini par l'article R. 238-7 du Code du travail, les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

Ce document précisera notamment les dispositions prises :

- Pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture ;
- Pour l'accès en couverture (moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée, possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes, chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes) ;
- Pour faciliter les travaux d'entretien intérieur (ravalement des halls de grande hauteur, accès aux cabines et machineries d'ascenseur, accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire, changements ou essais d'appareillages situés en hauteur).

Il indiquera en outre les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à la disposition du personnel chargé des travaux d'entretien.

Le DIUO devra être un document facile à utiliser ; son organisation sous la forme de fiches avec nomenclature est souhaitée.

Le DIUO sera amené à être enrichi pendant la phase d'exécution des travaux, jusqu'à la période de garantie de parfait achèvement.

### 3.1.5 Registre-journal de la coordination

Le coordonnateur SPS ouvrira et mettra à jour le registre-journal de la coordination : il y consignera, dans l'ordre chronologique, tous les événements liés à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

Le coordonnateur fera alors viser par le maître d'œuvre, et les autres acteurs, les points du registre les concernant.

Au minimum à la fin de chaque mois, le prestataire remettra au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au registre-journal depuis le dernier envoi.

Le registre-journal se présentera comme un cahier à pages numérotées, fourni et tenu par le prestataire. Le registre se trouvera dans la salle de réunion de la direction des travaux, accessible à tout moment par le prestataire.

Ce cahier sera complété par les annexes auxquelles il est fait référence.

Durant cette mission, le coordonnateur consignera au registre-journal :

- Tous les avis, observations ou notifications qu'il jugera nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- Tous les événements intéressant la prévention, et notamment les avis émis sur les dossiers d'études et les suites qui leur sont données.

Conformément à l'article R.238-19 du Code du Travail, le registre journal est conservé par le coordonnateur pendant une durée de cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage.

### 3.1.6 Contribution à l'élaboration du DCE

Le coordonnateur SPS contribuera à l'élaboration du dossier de consultation des entreprises (DCE) en proposant au maître d'ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs sur le chantier, notamment :

- Les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entrepreneurs de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération ;
- Les modalités pratiques de coopération en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- Le PGC pour les chantiers de catégorie 1 ou 2 ou 3 comportant des risques particuliers énumérés dans la liste fixée par l'arrêté du 25 février 2003, ou la notice en matière de sécurité et la protection de la santé ;
- Le projet de règlement intérieur du CISSCT, pour les chantiers de catégorie 1.

D'autre part, le coordonnateur proposera au maître d'œuvre l'ensemble des éléments, concernant la sécurité et les moyens qui lui sont attribués, à étudier dans le but de faire figurer les prescriptions appropriées dans les clauses techniques et administratives des marchés de travaux.

### 3.1.6 Mission de maîtrise d'œuvre en phase exécution

Au cours de cette mission, le coordonnateur veillera à la mise en œuvre et au suivi des mesures de sécurité et de protection de la santé sur le chantier de construction.

Le prestataire sera l'interlocuteur privilégié des intervenants sur le chantier en matière de sécurité et de santé des travailleurs ; il exercera sa mission en concertation avec le maître d'œuvre et l'OPC.

Le coordonnateur veillera par ailleurs à la sécurité permanente du public et des activités à proximité du chantier.

#### Interlocuteurs

Outre le maître d'ouvrage, les interlocuteurs du coordonnateur en phase réalisation sont notamment (liste non limitative) :

- Les différents assistants du maître d'ouvrage (notamment assistants techniques et juridiques) ;
- Le maître d'œuvre ;
- Les entreprises et les sous-traitants ;
- Le bureau de contrôle technique ;
- Le Coordonnateur Système de Sécurité Incendie (CSSI) ;

#### Étendue de la mission

La mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé en phase travaux débutera dès réception par le titulaire du Bon de Commande si celui-ci notifie l'exécution immédiate de la prestation, ou à défaut, de l'ordre de service ; elle s'achèvera à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement des travaux.

Si la mission débute après le démarrage de la période de préparation du chantier, le prestataire sera chargé de prendre connaissance du travail effectué depuis la désignation des entreprises de construction.

Une réunion de lancement de la mission, organisée par le maître d'ouvrage, marquera le début de la mission.

### 3.1.7 Déroulement de la mission et livrables

Tous les documents seront remis au maître d'ouvrage en 1 exemplaire papier (+ 1 reproductible s'il s'agit d'un document relié) et en version informatique reproductible (fichier d'origine + fichier au format PDF).  
Les plans et études d'exécution, pour l'ensemble des lots sont à la charge des entreprises attributaires des marchés de travaux.

#### 3.1.8 Elaboration de la déclaration préalable

La préparation de la déclaration préalable aux autorités compétentes visées à l'article L238.2 du code du travail pour les opérations le nécessitant: l'inspection du travail, la CRAM et l'OPBBTP sera effectué par le prestataire. Cette déclaration sera établie suivant le modèle fixé par l'arrêté du 7 mars 1995.

#### 3.1.9 Tenue du registre-journal de la coordination

De manière générale, au cours de cette mission, le prestataire tiendra à jour le registre-journal de la coordination en y consignant :

- L'arrivée d'une nouvelle entreprise ;
- La remise d'un PPSPS ;
- L'arrêt d'un poste de travail ;
- La tenue d'une réunion sur le site ;
- Le PGC et ses additifs ;
- Les procès-verbaux des inspections communes ;
- Les comptes-rendus de réunions ;
- Les visites de chantier ;
- L'ensemble des consignes et observations visées par les personnes concernées.

Au minimum à la fin de chaque mois, le prestataire remettra au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au registre-journal depuis le dernier envoi.

Le registre-journal se présentera comme un cahier à pages numérotées, fourni et tenu par le prestataire. Le registre se trouvera dans la salle désignée par la direction des travaux et de la maintenance, accessible à tout moment par le prestataire.

Ce cahier sera complété par les annexes auxquelles il est fait référence.

#### 3.1.10 Organisation des entreprises

En coordination avec l'OPC, le coordonnateur SPS organisera les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, et coordonnera leurs activités simultanées afin de limiter les risques inhérents à la co-activité.

Il contrôlera notamment le plan d'installation de chantier et vérifiera les installations de chantier de chaque entreprise.

À la demande du maître d'ouvrage, le coordonnateur peut être amené à formuler un avis sur une entreprise sous-traitante en vue de son agrément. En tout état de cause, le prestataire sera destinataire d'une copie de tous les actes spéciaux de sous-traitance.

#### 3.1.11 Collecte des PPSPS

Suivant les dispositions de l'article R. 238-28 du Code du travail, le coordonnateur :

- Communiquera à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur le chantier, dès signature du contrat, les noms et adresses des entrepreneurs contractants ;
- Guidera les entreprises, leurs co-traitants et sous-traitants dans l'élaboration de leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), en contrôlera le contenu, et veillera à ce qu'il soit conforme aux articles R. 238-31 et R. 238-32 du Code du travail ;
- Harmonisera les PPSPS des différentes entreprises ;
- Diffusera les PPSPS aux organismes intéressés ;
- Assistera le maître d'ouvrage dans la gestion des PPSPS ;
- Transmettra à chaque entrepreneur les PPSPS des entreprises chargées du gros œuvre, et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés à l'article L. 235-6 du Code du travail ;
- Transmettra à chaque entreprise en faisant la demande l'ensemble des PPSPS établis par les autres entrepreneurs.

#### 3.1.12 Inspection commune de chantier

Le prestataire procèdera à une inspection commune du chantier, avec chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, préalablement à leur intervention. Cette visite aura pour but de préciser les consignes de sécurité à observer par ces entreprises.

Le coordonnateur informera le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre des date et heure de chaque inspection commune, afin de leur permettre d'y assister, s'ils le jugent opportun.

Pour chaque entreprise, l'inspection commune aura lieu avant la remise du PPSPS de l'entreprise. Elle fera l'objet d'un procès-verbal écrit, signé par le coordonnateur SPS et le représentant de l'entreprise. Le coordonnateur consignera cette inspection dans le registre-journal.

Le coordonnateur adressera alors le procès-verbal au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

#### 3.1.13 Adaptation du PGC

Cet élément de mission ne concerne que les opérations de catégorie 1, 2 et 3 comportant des risques particuliers énumérés dans la liste fixée par l'arrêté du 25 février 2003, au sens du Code du travail (article R. 238-8).

Tout au long de la mission, le prestataire complètera et adaptera le Plan Général de Coordination (PGC) au vu de l'évolution du chantier, et en fera mention dans le registre-journal du chantier.

Il y intégrera notamment les PPSPS des entreprises de construction.

Le coordonnateur communiquera les modifications du PGC au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et aux titulaires des marchés de travaux.

Le PGCSPPS sera présenté par le coordonnateur, sur demande :

- au médecin du travail ;
- aux membres des CHSCT des entreprises appelées à intervenir sur le chantier, ou à défaut, aux délégués du personnel ;
- à l'inspection du travail ;
- aux représentants de l'OPPBTP ;
- aux représentants de la C.R.A.M ;

#### 3.1.14 Constitution du CISSCT

Cet élément de mission ne concerne que les chantiers de catégorie 1 au sens du Code du travail (article R. 238-8).

Le coordonnateur SPS proposera au maître d'ouvrage la constitution du CISSCT dans les neuf (9) jours qui suivent le début de la période de préparation des travaux.

Le coordonnateur organisera et présidera le collège conformément au décret n° 95-543 du 4 mai 1995. Il veillera notamment à l'efficacité de ce collège ; pour ce faire, s'il le juge utile, le coordonnateur pourra l'organiser sous forme de commissions plus restreintes et correspondant à un découpage plus adapté des travaux.

Les frais de fonctionnement du CISSCT seront à la charge du prestataire.

#### 3.1.15 Inspections de chantier

Le coordonnateur procèdera à des inspections régulières de chaque chantier (au moins 1 par semaine) afin de veiller à l'application, par les entreprises, des dispositions prévues dans leur marché et dans leur PPSPS.

Il s'assurera également du suivi des règles définies dans le PGC, et de la mise en œuvre des dispositions retenues par le CISSCT.

Le coordonnateur consignera chacune de ses visites dans le registre-journal.

#### 3.1.16 Avis sur les dossiers d'études d'exécution

Le coordonnateur SPS formulera toutes les observations qu'il jugera nécessaire de faire sur les documents d'exécution.

Ces observations seront transmises par écrit au maître d'ouvrage.

#### 3.1.17 Accidents de chantier

Le prestataire établira les statistiques d'accidents de travail intervenus sur le chantier.

Il analysera les rapports d'accidents établis par les entreprises afin de proposer toute mesure de protection utile à la prévention de ces accidents.

#### 3.1.18 Mise à jour du DIUO

Le prestataire mettra à jour le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) tout au long de l'avancement du chantier.

Au plus tard à la réception de l'ouvrage, le coordonnateur remettra au maître d'ouvrage, en 1 exemplaire papier (+ 1 reproductible s'il s'agit d'un document relié) et en version informatique reproductible (fichier d'origine + fichier au format PDF) le DIUO partiel. Il comprendra notamment :

- Tous les documents de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage (plans, notes techniques) ;
- Le dossier de maintenance des éléments de sécurité mis en place pour l'intervention ultérieure sur l'ouvrage (caractéristiques, localisations, durabilité...) ;
- Le dossier de maintenance des lieux de travail tel que défini à l'article R. 235-5 du Code du travail ;
- Une notice générale d'intervention ultérieure sur l'ouvrage – élaborée par le prestataire – recensant les mesures de sécurité à mettre en œuvre en cas d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

Enfin, au moins un (1) mois avant la fin de la période de garantie de parfait achèvement de l'ouvrage, le coordonnateur SPS remettra au maître d'ouvrage en 1 exemplaire papier (+ 1 reproductible s'il s'agit d'un document relié) et en version informatique reproductible (fichier d'origine + fichier au format PDF) le DIUO définitif. Cette transmission fera l'objet d'un bordereau d'envoi.

#### 3.1.19 Mesures d'urgence

En vertu des articles L. 231-8 et L. 231-9 du Code du travail, le coordonnateur sera autorisé à prendre toute disposition d'urgence qui s'imposera, voire à arrêter et évacuer le chantier si nécessaire.

Toute décision d'urgence qu'il sera amené à prendre fera l'objet d'un rapport justificatif faisant état des circonstances et des raisons l'ayant mené à prendre une telle décision.

Ce rapport sera adressé au maître d'ouvrage au plus tard le jour suivant sa décision.

#### 3.1.20 Mission de conseil sur la législation du travail

Cette prestation correspond à la participation à une réunion ou un entretien d'une demi-journée (4h), dont l'ordre du jour aborde le thème de la législation du travail, qui n'entre pas dans le cadre d'une opération sur laquelle le prestataire a déjà une mission de coordination SPS.

Il pourra par exemple s'agir d'une réunion en présence des partenaires publics (mairie, inspection du travail, pompiers, police nationale...) faisant état d'une réflexion globale sur la sécurité et la protection de la santé dans le cadre de travaux réalisés par l'AP-HP.

Le prestataire rédigera un compte-rendu à l'issue de la mission.

#### 3.1.21 Mission de conseil ponctuel

Cette prestation correspond à la participation à une réunion ou une visite ou un entretien supplémentaire, facturée à l'heure incluant la rédaction d'un compte-rendu.

### 3.2 – Titulaire du marché

Le présent marché est conclu avec le titulaire désigné dans l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 3.4.1, les personnes physiques, habilitées à représenter le titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché sont nommées à l'acte d'engagement. Le coordonnateur SPS et son suppléant sont approuvés dès la notification du marché. Le coordonnateur et son suppléant intervenant pendant les périodes d'absence du coordonnateur doivent avoir l'expérience, les qualifications et la disponibilité adaptée à la présente mission.

Le coordonnateur (et en cas d'absence son suppléant) aura autorité par délégation du signataire du présent marché pour tout ce qui relève de sa mission sur tous les intervenants dans l'opération pour éviter un danger imminent et grave.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de notifier immédiatement au représentant du pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- au coordonnateur et son suppléant désignés
- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise
- à la forme de l'entreprise
- à la raison sociale de l'entreprise
- à son capital social.

Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.



Et plus précisément, le changement éventuel du coordonnateur ou de son adjoint devront faire l'objet d'une proposition d'un(e) remplaçant(e) d'un niveau de compétences au moins équivalent à la validation de la maîtrise d'ouvrage. Cette présentation devra être réalisée dans des délais compatibles avec la continuité d'exécution de la mission.

A ce titre, en application de l'article 3.4.3 du CCAG-PI, l'obligation lui est faite de désigner, sans délai, un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au représentant du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI :

- L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision ou ordre de service.
- Si le Maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 32.1.e) du CCAG PI.

Le coordonnateur S.P.S. ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 7 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur S.P.S. accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la Sécurité et la Protection de la Santé des Travailleurs.

### **3.2 – Modalités d'exécution**

La notification du marché, valant démarrage de la mission, interviendra pendant la phase d'APS avec le groupement de MOE.

Le CSPS prendra connaissance, analysera les offres sous l'aspect de la sécurité et remettra un avis sur Pré-APS et APS remis par le groupement MOE.

A chaque phase d'étude : APD et PRO, le coordonnateur formalisera l'avancement de sa mission au travers des documents de coordination (CR de réunion, notes, PGC, RJ,...) et remettra un avis sur les dossiers du groupement de Marché Global Sectoriel.

Sur les phases chantier : Le coordonnateur aura autorité par délégation du signataire du présent marché pour tout ce qui relève de sa mission sur tous les intervenants dans l'opération pour éviter un danger imminent et grave.

En dehors des cas d'urgence mentionnés ci-dessus, le coordonnateur aura tout pouvoir du maître d'ouvrage pour faire appliquer les clauses prévues au marché relatives à la sécurité des travailleurs. A cette fin, voire en complément, il devra faire part de ses avis et observations au Maître d'ouvrage pour décider des mesures les plus pertinentes à imposer.

Si certaines mesures entraînent une conséquence financière sur les marchés déjà conclus, le coordonnateur les soumettra au préalable, au maître d'ouvrage, par écrit et accompagnés d'une estimation du coût prévisible.

Néanmoins, le coordonnateur s'attachera à prévoir en phase de conception, dans les pièces des marchés à conclure, toutes les mesures nécessaires à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs afin que cela soit pris en compte par le groupement du Marché Global Sectoriel et que le maître d'ouvrage puissent prévoir les moyens financiers si nécessaire en temps opportun.

Plus généralement, le coordonnateur devra, dans l'exercice de sa mission, tenir le plus grand compte des objectifs du maître d'ouvrage : délais, qualité, coût.

### **3.3 – Présence du coordonnateur**

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- donner libre accès aux coordonnateurs à toutes les réunions techniques relatives à l'opération, tant en phase conception qu'en phase réalisation,

- prévoir dans les marchés des intervenants la communication de toutes les études et pièces nécessaires à la mission du coordonnateur.

En cas de non-respect de ces dispositions, la maîtrise d'ouvrage se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités prévues à l'article 6 du présent CCP.

Le coordonnateur s'engage à :

- participer à toutes les réunions d'études et de mise au point du projet concernant sa mission (minimum deux réunions d'étude par phase de conception)
- réaliser une visite de contrôle du chantier à minima une fois par semaine en dehors des réunions de chantier. Ces visites seront renforcées par des visites inopinées notamment lors de tâches spécifiques et en périodes sensibles en moyenne une fois tous les 15 jours
- assister aux réunions de chantier et visite de chantier à minima deux fois par mois

### **3.4 – Responsabilité et secret professionnel**

Dès la notification de l'Ordre de Service de démarrage de la mission, de coordinateur Sécurité et Protection de la santé désigne le responsable technique qualifié pour signer les différents avis et rapports au cours de l'exécution du marché.

Le changement de responsable technique qualifié doit être soumis au Maître d'Ouvrage et recueillir son accord.

Il est expressément précisé que le CSPS doit émettre l'ensemble de ses avis techniques dans des délais strictement compatibles avec l'avancement des travaux.

Dans le cas d'un avis tardif rendu après les délais fixés à l'article 3.6, dont la date d'émission n'est pas compatible avec l'avancement des travaux et dont le respect entraîne des surcoûts et/ou des rallongements de délais du chantier, la Maîtrise d'Ouvrage se réserve le droit, outre d'appliquer les pénalités de retard prévues à l'article 6, d'engager la responsabilité du CSPS et de son assurance afin d'obtenir la prise en charge des conséquences financières, incluant notamment la réalisation de travaux complémentaires ou modificatifs, les rallongements de délais, les désorganisations en terme d'ordonnancement, les réclamations des entreprises,... qu'elle aurait eu à supporter.

#### Obligation de discrétion

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le coordonnateur ou les adhérents du groupement de commandes.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'hôpital, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du maître d'ouvrage. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'AP-HP ou d'un tiers.

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous-traitants ont accès aux locaux des établissements de l'hôpital sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

### **3.5 – Sous-traitance**

La désignation d'un sous-traitant en cours de marché est constatée par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance.

Par ailleurs, afin de justifier des capacités techniques et financières du sous-traitant, cette déclaration spéciale devra être accompagnée des pièces suivantes : assurances, déclarations fiscales et sociales et tous documents justifiant des aptitudes professionnelles du sous-traitant notamment l'agrément à exercer l'activité de CSPS.

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

La notification portant acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de son paiement précise qu'il doit adresser ses demandes de paiement au titulaire du marché ainsi qu'au maître d'œuvre désigné par le marché.

Il est rappelé au titulaire que tout agrément d'un sous-traitant ne peut être délivré que pour la durée du marché ; dans le cadre des reconductions les agréments devront être renouvelés.

### **3.6 – Délais d'exécution.**

Les délais d'intervention ou de remise de documents à produire par le titulaire sont indiqués en durées calendaires :

| Liste des documents  | Délais d'établissement | Fait générateur                                       |
|--|------------------------|---|
| Observations sur APS   | 7 jours                | A réception du dossier                                |
| Observations sur APD   | 7 jours                | A réception du dossier                                |
| Observations sur le PRO – Remise du PGC  | 7 jours                | A réception du dossier                                |
| Examen des documents d'exécution des entreprises, méthodologie et plan d'installation de chantier. | 5 jours                | A réception des documents                             |
| Organisation de la visite d'inspection préalable   | 2 jours                | Demande de l'entreprise                               |
| Compte rendu de visite de chantier, diffusion extrait RJC  | 2 jours                | Visite de chantier                                    |
| Mise à jour du PGC et du DUIO  | 5 jours                | En lien avec validation des méthodologies entreprises |
| Version finale du DUIO   | 15 jours               | Achèvement des travaux de chaque phase                |

### **3.7 - Arrêt et suspension d'exécution**

Conformément à l'article 20 du C.C.A.G. P.I., l'arrêt d'exécution des prestations intervient dans les conditions suivantes : le maître d'ouvrage peut décider, pour quelque motif que ce soit, d'arrêter l'exécution des prestations prescrites par bons de commande à l'issue de chaque élément de mission lorsque la mission est décomposée en éléments de mission. Cette décision n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

Dans le cadre de la mission conception, le maître d'œuvre de l'opération, suite à modification de programme, peut être conduit à remettre au maître d'ouvrage un nouveau document d'études relatif à un des éléments de sa mission. Le maître d'ouvrage peut demander au titulaire une prestation sur ce nouveau document d'études.

L'exécution du bon de commande initial est maintenue et l'analyse de ce nouveau document d'études ne donne pas lieu à rémunération supplémentaire.

De même, si le maître d'ouvrage suspend l'approbation d'un document d'études établi par le maître d'œuvre à la fourniture d'un complément d'études, ou une reprise partielle d'études, par ce dernier, il pourra être demandé au titulaire une prestation sur ce complément sans rémunération supplémentaire.

Il pourra être mis fin à l'exécution de la prestation commandée par bon de commande, sans que le maître d'ouvrage fasse prévaloir l'article 20 du C.C.A.G. P.I., et sans indemnité pour le titulaire, dans les cas suivants :

- le maître de l'ouvrage ne peut poursuivre l'opération pour tout motif organisationnel, fonctionnel, technique, ou financier ;
- en cas de sursis de statuer, de refus ou de retrait du permis de construire, de référé ou de recours gracieux, hiérarchique ou contentieux, d'ouverture d'une procédure de modification ou de révision des documents d'urbanisme devant rendre impossible l'octroi du permis de construire, de modification ou de révision ayant le même effet, de refus du maire de proposer la modification ou la révision des documents d'urbanisme lorsque celle-ci est nécessaire à l'obtention du permis de construire, de refus de modification ou de révision dans le même cas.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de suspendre l'opération, et dans cette hypothèse, le bon de commande serait alors réputé suspendu et non arrêté et, pour autant que le maître d'ouvrage en décide ainsi dans un délai maximal de deux ans à compter de la notification de la suspension, et pour autant que ce délai reste dans la durée du marché, l'exécution du présent marché serait alors reprise.

Si, à l'expiration du délai de deux ans, le maître d'ouvrage n'a pas notifié son intention de reprendre l'exécution, le bon de commande se trouvera alors arrêté de plein droit.

En cas de suspension puis de reprise de l'opération, toutes sommes forfaitaires dues au titulaire du marché faisant l'objet du présent C.C.P. seront indexées en tenant compte de toute la période de suspension selon l'index ingénierie visé ci-avant à l'article 4.

#### **ARTICLE 4 – ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS**

Par dérogation à l'article 10.1. du CCAG P.I., les prix sont révisibles dans les conditions ci-dessous.

La révision des prix est réglée par les dispositions suivantes :

##### Formule utilisée :

$$P1 = P0 \times [0,15 + 0,85 \times \text{ING} / \text{ING M0}]$$

##### Avec :

P1 : prix de règlement après la révision ;

P0 : prix du règlement base sur les prix de l'offre figurant sur la décomposition du prix global et forfaitaire ;

ING : ING (ingénierie) est publié par l'INSEE. Indice du mois de l'exécution de la prestation facturée

ING M0: indice Ingénierie du mois M0 indiqué dans l'engagement ;

Pour la mise en œuvre de cette formule, le coefficient de révision :  $(0.15 + 0.85 \times \text{ING} / \text{ING M0})$  est arrondi au millième supérieur.

##### Modalités :

Les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont révisés à l'émission de chaque demande d'acompte. La demande de révision est à calculer par le titulaire, qui la fera apparaître sur sa facture en explicitant les indices considérés.

Dans l'hypothèse de la disparition de l'indice de référence, le nouvel indice le remplaçant se substituera à lui sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. Cette substitution sera constatée par un échange de courriers entre les parties.

#### **4.1 - Modalités du règlement des acomptes.**

Dans le cadre de la dématérialisation de la facturation des personnes publiques, le titulaire du marché adresse ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

De plus, l'AP-HP a souscrit l'accès à un applicatif de gestion des états d'acompte, le logiciel Ediflex de la société Epicure qui permet l'établissement, la transmission des projets de décomptes par le titulaire et leur validation par le maître d'ouvrage. Dans ce cadre, le titulaire devra renseigner le marché dans le logiciel et établir ses projets de décompte dans le logiciel.

Le règlement des sommes dues au titulaire du marché fait l'objet d'acomptes, comme indiqué ci-dessous.

| Mission donnant lieu à rémunération     | Date d'exigibilité de l'acompte                      | Modalité de fractionnement de l'acompte |
|---|--|---|
| Observations sur APS                    | Date de remise de l'avis                             | 100%                                    |
| Observations sur APD                    | Validation des études par MOA                        | 100%                                    |
| Observations sur le PRO – Remise du PGC | Validation des études par MOA                        | 100%                                    |
| Mission chantier                        | Acomptes mensuels à l'avancement                     | 90%                                     |
|   | Solde après réception du chantier et validation DUIO | 10%                                     |
| Parfait achèvement                      | Remise du DUIO définitif                             | 100%                                    |

Les états d'acompte doivent indiquer :

- Le numéro d'ordre de la facture ;
- nom et adresse du créancier ;
- n° de son compte bancaire tel que précisé sur l'acte d'engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce
- le code APE
- la désignation de la prestation
- le taux et le montant des taxes
- les n° des bons de commande ou ordre de service
- le numéro de marché.

Les prestations de l'accord cadre à bon de commande devront faire l'objet d'une facturation différente.

#### **4.2 – Projet de décompte final**

Le projet final est remis au Maître d'Ouvrage ou à son représentant, dans un délai de 45 jours qui suit l'expiration de la période de parfait achèvement.

Ce décompte final établi par le titulaire comprendra :

- le montant (décomposé en montant de base + révisions s'il y a lieu) de chaque facture émise par le titulaire ainsi que le montant réglé par l'AP-HP pour chacune de ces factures
- le montant des pénalités éventuellement appliquées
- Le montant des décisions de poursuivre ou avenants éventuels
- L'intégralité des bons de commande éventuellement passés
- Le montant final restant à régler par l'hôpital.

Le Maître d'Ouvrage vérifie le projet de décompte final et dresse un état faisant ressortir la rémunération due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, calculée à partir des postes suivants :

- le forfait initial de rémunération, décomposé entre ses éléments, chacun d'entre eux étant révisé dans les conditions fixées à l'article 4-4.
- les pénalités pour retard telles qu'elles résultent des décomptes arrêtés par le Maître d'Ouvrage selon article 5 du présent CCP
- le Maître d'Ouvrage établit ensuite le décompte général qui comprend :
  - le décompte final ci-dessus
  - la récapitulation du montant des décomptes périodiques
  - l'incidence de la T.V.A
  - le montant du solde à verser au titulaire.

Le Maître d'Ouvrage notifie au titulaire le montant du solde, accompagné du décompte général.

#### **4.3 - Paiement.**

Les délais dont dispose le Maître d'Ouvrage pour procéder aux paiements des acomptes et du solde sont fixés à cinquante (50) jours, comptés à partir de la réception par le Maître d'Ouvrage de la demande du titulaire accompagnée des pièces justificatives nécessaires.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus. La date prise en compte pour le délai de paiement est la date de recevabilité du projet de décompte après correction d'erreurs éventuelles.

#### **4.4 - Avances**

Si le titulaire a demandé à la page 2 de l'acte d'engagement le bénéfice de l'avance, celle-ci sera versée en application de l'article L2191-2 du Code de la Commande Publique.

Le titulaire sollicitera le versement de l'avance par courrier adressé aux Hôpitaux Universitaires Henri Mondor et précisant son montant ainsi que les références du compte à créditer.

L'avance sera limitée à 5% du marché.

### **ARTICLE 5 – ENVOI, RECEPTION ET CONTROLE DES DOCUMENTS.**

#### **5.1 - Nombres d'exemplaires.**

Les documents particuliers sont remis par le Coordonateur Sécurité et Protection de la Santé au Maître de l'ouvrage en version informatique et un exemplaire papier.

## **5.2 – Délais d'approbation du Groupe Hospitalier Universitaire Henri Mondor.**

Conformément à l'article 26.2 du C.C.A.G.-PI, le Maître d'Ouvrage dispose de 2 mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents.

Les délais courent à compter de la date de réception par le Maître de l'ouvrage du document qui lui est adressé.

## **ARTICLE 6 – PENALITES, RESILISATION ET LITIGE**

### **6.1 - Pénalités**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG P.I., le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité en cas de retard dans la remise des divers documents dus au titre de sa mission. L'ensemble des pénalités sont exprimées en montant nets de taxes à déduire sur le montant global TTC.

La maîtrise d'ouvrage rappelle l'importance toute particulière pour la bonne tenue du planning du chantier de disposer des avis sur les documents d'exécution dans les délais rappelés à l'article 3.6 du présent CCP. Pour la remise des avis sur documents d'exécution, le titulaire encourt, sans mise en demeure, une pénalité de 350€ par jour de retard et par document attendu.

Le Coordonateur Sécurité et Protection de la Santé encourra sans mise en demeure préalable une pénalité de 50 € (cinq cent euros) calendaire pour retard dans la remise de ces livrables. Cette pénalité est cumulable.

Le Coordonateur Sécurité et Protection de la Santé encourra sans mise en demeure préalable une pénalité de 500 € (cinq cent euros) pour non présence à la réunion de chantier hebdomadaire. Cette pénalité est cumulable.

En cas de non-respect des obligations définies à l'article 2.1 du présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 € (cinq cent euros) par jour de retard.

### **6.2 - Résiliation**

Les hôpitaux Universitaires Henri Mondor peuvent, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Particulières ou le Cahier des Clauses Administratives Générales (P.I.), ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important ou dans les autres conditions prévues au CCAG / P.I. (Chapitre VII). Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du titulaire, les hôpitaux Universitaires Henri Mondor peuvent alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VII du Cahier des Clauses Administratives Générales / PI en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2142-5 à R2142-12 du Code de Commande Publique, et ce sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 36 du C.C.A.G. - PI, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité en cas de résiliation du marché hormis le règlement des prestations commandées avant et acceptées après la date de résiliation.

Le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 36 à 42 du C.C.A.G.-PI, les prestations déjà accomplies par le titulaire du marché et acceptées par le Maître d'ouvrage seront rémunérées sans abattement.

Dans le cas où une personne physique désignée pour assurer la mission de Coordonateur Sécurité et Protection de la Santé serait remplacée sans l'accord explicite du Maître d'Ouvrage, le présent marché sera résilié aux torts exclusifs du titulaire.

### **6.3 - Litiges**

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le titulaire du marché ne peuvent être invoqués par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

### **ARTICLE 7 – ASSURANCES, NANTISSEMENT ET RETENUE DE GARANTIE**

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- pour vol et détérioration du matériel des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-49 à 2191-59 du Code de la Commande Publique.

Le titulaire est dispensé du versement de la retenue de garantie.

\*\*\*\*\*

Le présent C.C.P. déroge :

L'article 2 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI.

L'article 3.2 du présent CCP déroge à l'article 3.4.1 du CCAG-PI.

L'article 3.2 du présent CCP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

L'article 4 du présent CCP déroge à l'article 10.1 du CCAG-PI.

L'article 6.1 du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG-PI.

L'article 6.2 du présent CCP déroge à l'article 33 du CCAG-PI.

Etabli à Créteil, le

Le Directeur des Investissements des Travaux de  
l'Ingénierie de la Maintenance et des Equipements